

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
23 février 2006
N° 1917
1,22 €

Hartzaro Festibala

Dantxarinea

Attentat d'ETA
le dernier ?

SOLDES





Arrogance, incompetence et gaspillage

ARROGANCE, incompetence et gaspillage, voilà ce qui caractérise la gestion de la lamentable affaire du porte-avions Clémenceau par la ministre de la défense et le gouvernement français. Arrogance d'une caste dirigeante, toujours habitée par l'esprit du colonialisme et de ses fameux bienfaits et qui, aveugle face à l'évident déclin d'un pays vieux et crispé, se comporte sur la scène internationale comme si elle était encore en mesure de dicter quoi que ce soit à qui que ce soit.

Il est plaisant de constater le désarroi d'un gouvernement qui, dans sa suffisance et son aveuglement, n'avait pas imaginé un seul instant que sa décision d'envoyer l'épave amiantée se faire désosser à moindre coût dans les chantiers d'Alang puisse être contrée par les instances juridiques d'un pays du tiers monde, fut-ce le second plus peuplé de la planète. L'ingratitude de ces ex-colonies est navrante!

Le soit disant rayonnement français dans le monde en a encore pris un coup, ridiculisé qu'il a été par un pays en développement, désormais bien conscient des potentialités qui sont les siennes et qui entend tenir sa place dans le concert international.

Incompétence, et sans doute magouille, d'un ministère et d'une ministre, incapables de dire quels ont été l'étendue du désamiantage effectué et le tonnage de déchets toxiques préablement enlevés. Les déclarations péremptoires de Mme Alliot-Marie, bien dans le mode suffisant et altier qui lui est coutumier, n'ont trompé personne. Écran de fumée tentant de dissimuler son incompetence et celle du gouvernement, elles ont apporté une preuve supplémentaire que, décidément, à l'exception de la chasse aux immigrés, aux jeunes des banlieues ou aux abertzale, ce gouvernement ne sait rien faire. Dire qu'il reste encore des basques pour voter pour des personnages comme Mme Alliot-Marie!

Il existe fort heureusement dans le vaste monde, des femmes et des hommes que les autorités françaises n'impressionnent pas: la ténacité de Greenpeace, pas mécontente du tout de se venger au passage du torpillage du Rainbow Warrior par les barbouzes français commandités par le pouvoir socialiste de l'époque, a été déterminante dans l'affaire.

La croisière de l'épave via le canal de Suez (à plus d'un million d'euros le passage!) et la visite de Cape Hope au retour, coûteront, in fine, des millions d'euros. Cela s'appelle une gestion responsable et respectueuse des deniers du contribuable. Mais le pire c'est que ces sommes ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan du gaspillage indescriptible de l'armée française.

Rappelons quelques chiffres: l'armée compte 400.000 personnels militaires et civils, plus 96.000 gendarmes, soit, grosso modo, les effectifs de l'armée britannique et de l'armée allemande réunies! Son budget réel avoisine les 40 milliards d'euros,

soit le montant de l'impôt sur les sociétés payé par les entreprises de l'hexagone! Autrement dit, les entreprises françaises travaillent uniquement pour financer l'armée.

Il faut donc autant d'hommes (et, malheureusement, de plus en plus de femmes) pour défendre 63 millions de français que pour défendre 145 millions de britanniques et d'allemands. Belle efficacité, en vérité. Pour bien saisir l'immensité du gaspillage, il convient de rappeler que la soit disant dissuasion nucléaire, aussi dangereuse et inutile que coûteuse en termes de maintenance, engloutit des sommes colossales. D'ailleurs, au détriment du reste de l'équipement militaire se plaignent certains responsables, même de la grande muette (pas si muette que ça, donc!): à peine 40% du matériel des armées est actuellement, en état de fonctionnement, faute de crédits de maintenance, affirment-ils.

Chirac et le lobby militaro-industriel, Dassault, Matra ou le GIAT, qu'il sert, ont sanctuarisé le budget militaire. La gauche, aux commandes pendant tant d'années, n'a rien fait pour le remettre en question. L'armée dans ce pays est un mythe et une réalité. Le mythe de la protection du territoire contre les attaques ennemies, confronté à la réalité des faits: celle, par exemple, de mai 40, où les panzers hitlériens, contournant la ligne Maginot à travers les collines ardennaises, sont arrivés à Paris en trois semaines. Ou encore, celle de milliers d'hommes lamentablement piégés à Dien Bien Phu en raison de l'impéritie de leurs chefs. Sans oublier la réalité des actions meurtrières du siècle passé contre les mineurs ou les viticulteurs en métropole ou la «pacification» de l'Algérie et son cortège d'exactions.

Alors, à l'heure de la construction européenne dont le mérite premier est justement d'écartier, pour la première fois dans notre histoire, toute éventualité de conflit armé entre les pays adhérents, à quoi donc peut bien servir une armée dont le surdimensionnement n'a d'égal que son inutilité et son inefficacité? Sauf, bien entendu, à satisfaire les appétits du lobby militaro-industriel et ses intérêts mortifères, dont les meilleurs clients sont malheureusement les régimes dictatoriaux des pays pauvres acharnés à martyriser leurs propres peuples.

Et surtout, que l'on ne vienne pas nous resservir la vieille lune des retombées bénéfiques de la recherche militaire sur notre développement. L'année dernière une étude sérieuse évaluait le pourcentage de la recherche militaire française réellement transféré à l'activité économique civile à 1%!

On se réjouit que Dassault ne vende pas un seul Rafale hors de l'hexagone. On ne peut qu'être atterré par l'énormité des sommes englouties dans de tels programmes au détriment d'investissements infiniment plus nécessaires au bien-être présent et futur des citoyens que nous sommes.

Marrazkilari supitx

IGANDE eguerdiz, bosgarren gategan, emankizun interesgarri bat zabaltzen dute «Arrêts sur images» deitua. Hor ikusten eta ikasten dugu nola erabiltzen gaituzten indar politiko eta mediatikoeak, kezataritzaren bidez, baina bereziki telebistaren indar ikaragarria baliatuz. Ez usu, baina batzuetan xauxunkerietan ari direla baderitzogu ere, joan den igandeko saioa bederen ez dezakegu horien lerroan ezar! Gai nagusia zen: Mahometez egin marrazki satirikoak, gaur hainbertze aipu direnak. Alabaina, duela bizpalau hilabete, marrazki zorrotz batzuk Danimarkatik zabaldurik, islamistak sutan jarri dituzte eta danimarkarrak edo danesak zenbait herrialdeatarik, haia-haia, etxerat itzuli ere dira, beren enbaxadak husteraino batzuetan!

Marrazkilariak, egiazko artistak direlako erran nahi baita jeinu edo dohain berezi baten jabe, ikusi dugu zer indarra ukan dezaketen. Boterea erabil dezakete egoera baten deitoratzeko, goresteko, alaitzeko, baina ere berdin min egiteko, idazki zorrotzenak baino saminkiago; idatzizkoari ihardestea nornahik egin

badezake, marrazkigintza artea da eta ez da deneri emana! Islamisten haserre sortu da, haien erlijioa hunkitu delakotz baina ere gu mundu aberatsagokoeak, mundu erromesagokoeak zirikatu ditugulakotz; kasu huntan, zirika, gutiespen edo mespretxu bat bezala senti baitaiteke. Beherekoak goragokoa zirikatzeko aldiz onargarriagoa da; botere politiko edo ekonomiko zerbait dutenek, adibidez, heien batean bederen, onartu behar lukete herri-tarren eta langileen kritika.

Baina askatasun adierazpenaren izenean denak haizu ote dira? Gure ihardespina garbia da, ez, ez dira denak haizu. Danesak ez dakit, baina *Charlie Hebdoko* marrazkilari zorrotzak trebeak dira gauza sakratuenez, erlijioaz-eta, trufatzeko; erlijioetan dauden sexu debekuak bereziki ezin jasanak zaizkie. Frantzia libertatearen herria baita! (Erran behar gure presoek...) Libertatea, bakoitzak bere gorputzaz nahi duenaren egiteko, nahi duena idatzeko eta marrazkitzeko. Ordea, bere dohainaz eta botereaz baliatzea,

(Suite dernière page)

TARTARO

s'est étonné



... des bizarreries de la communication par Internet qui, par défaut d'accents sur les claviers, modifie le sens des mots au point de contrarier la promotion des ventes de pamplemousses au Vietnam. Ce délicieux fruit s'écrit à l'accent près en langue du pays comme le mot signifiant pénis. En somme, le fruit défendu...

... qu'on ait attendu que Bob Denard, le mercenaire ayant participé au coup d'Etat avorté aux Comores en 1995, soit atteint de la maladie d'Alzheimer, pour être jugé à Paris. Pour les services secrets français et leurs commanditaires, c'est le témoin idéal... Puisqu'il ne se souvient de rien, il ne balancera personne.

... pas tant que ça du réflexe corporatiste des magistrats de France, qui, par la voix de leur instance représentative, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), se permet des remontrances à la Commission d'enquête parlementaire sur l'affaire d'Outreau, au nom des principes «de la séparation des pouvoirs et de l'Indépendance de la Justice». On se rappelle pourtant qu'à la suite du gachis judiciaire d'Outreau, le CSM avait lui-même souhaité «une information publique». L'Assemblée nationale, jouant au gorille de Brassens, fait crier le juge «au secours» comme ses victimes qu'il avait le matin-même envoyés en prison...

... que le skieur italien Gerhard Plankensteiner, médaillé de bronze dans l'épreuve de luge biplace aux Jeux Olympiques de Turin, face à un journaliste qui lui demandait: «Si tu avais gagné la médaille d'or, aurais-tu chanté l'hymne "Mamelli" (Marseillaise italienne)», il répond avec son accent germanique du Haut-Adige dont il est originaire, «Je ne connais pas cette chanson». Pour gagner en luge-olympique une forte conviction est le meilleur doping...

... d'apprendre à l'occasion de l'affirmation germanophone du champion de luge Plankensteiner que 113 des 116 municipalités de Haute-Adige demandent officiellement à l'Autriche la protection de leur droit à l'autodétermination. Stupeur et émoi dans la presse italienne, qui en oublie que son unité a à peine plus de cent ans...

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.



La transmission en Pays Basque

«**L** A problématique de l'installation notamment hors cadre familial, ne peut être abordée ou résolue sans la prise en compte de la transmission des exploitations sans suite»: 450 exploitations sans suite dans les seuls cantons de Iholdy, Garazi et Bai-



gorri d'ici cinq ans! Voilà le premier constat à partir duquel a démarré depuis un an la réflexion de Euskal herriko laborantzak ganbara; en effet, si transmission et installation ont leur problématique propre il n'en reste pas moins que les deux sont intimement liés et l'un ne se résout pas sans l'autre, en tous cas dans l'optique du projet défendu par Laborantzak ganbara: celle d'exploitations à taille humaine, qui permettent la pratique d'une agriculture respectueuse des hommes et de l'environnement.

A L'échelle d'un territoire

Euskal herriko laborantzak ganbara a été créée pour:

- Répondre aux spécificités d'un territoire, le Pays Basque.
- Pour promouvoir le projet d'une agriculture paysanne à l'échelle d'un territoire... oui à l'échelle d'un territoire allant de Larrau, passant par Banca ou Espelette... Et pour répondre à une telle ambition il faut avant tout autre chose, créer les conditions pour transmettre et installer. Sans ça, dans quelques années on aura deux ou trois agriculteurs par village (c'est loin d'être irréel ça existe dans de nombreux départements français) qui auront «avalé» leurs voisins... On sait pourtant que l'agriculture est encore le socle d'un tissu rural vivant. Et cette fameuse «image» du Pays Basque que tout le monde cherche à s'approprier n'est elle pas avant tout préservée par les paysans qui travaillent la terre, entretiennent nos maisons? Oui vraiment ici comme ailleurs, la transmission est le mot clé: transmission d'un savoir faire, trans-

Maryse Cachenaout

mission d'une langue, transmission d'un patrimoine. Sauf que pendant longtemps le patrimoine revêtait davantage une valeur sentimentale «l'attachement à l'etxe» plus qu'une valeur marchande!

Le Sacro-saint droit à la propriété

La ferme reste encore aujourd'hui pour celui qui la reprend un outil de travail avant tout, de grâce ne l'oublions pas! Pour le paysan, cette valeur «d'usage» doit perdurer; Pas si simple, parfois impossible dans nos campagnes où la république française nous a si bien imprégnés du sacro-saint droit à la propriété, où la pression foncière pousse les citoyens à spéculer... de plus en plus... et pire, avec de moins en moins de scrupule (on a toujours une bonne raison pour justifier nos actes). Le Pays Basque a toujours su transmettre... se préserver, jusqu'à ces dernières années. On a su s'adapter à la loi française grâce à l'utilisation pertinente d'outils juridiques permettant d'éviter le démantèlement des exploitations agricoles. Euskal herriko laborantzak ganbara s'est employé à rassembler les outils juridiques

existants et à les améliorer: c'était l'objet du travail de Merrah Menahourna employé par EHLG, présenté en février lors d'une réunion publique à Ainhize Monjeloise.

A EHLG nous pensons qu'il existe des outils juridiques pouvant aider à la transmission et à l'installation, nous pensons que des démarches volontaristes entre des cédants et des porteurs de projets hors cadre familiaux méritent d'être connus et accompagnés et nous voulons travailler dans ce sens.

Le Pays Basque n'a jamais été autant en danger

Mais nous pensons aussi que le Pays Basque n'a jamais été autant en danger du point de vue de la transmission, et sommes persuadés aussi que la pérennité de nos fermes ne dépend pas seulement du paysan qui prend la suite, mais aussi:

- Des parents dépend la responsabilité de transmettre dans de bonnes conditions.
- Des autres enfants dépend d'accepter des conditions de partage qui ne nuisent pas à la bonne marche de la ferme.
- De nous tous vivant sur ce territoire, de ce territoire, pour ce territoire dépend le projet que l'on veut pour ce territoire!

HARTZARO

Festibala

Depuis 10 ans, le festival Hartzaro a su trouver sa place tant dans sa commune d'implantation que dans le calendrier festif du Pays basque. Fidèle à son identité, carnaval et musiques de rue, Hartzaro sera encore cette année, un savoureux mélange de tradition et de création avec "Betiko Gaita", les prestigieux ballets Oldarra, "Hartzu Iguzki"... soit plus de 200 artistes amateurs et professionnels réunis pour un même plaisir de la danse et de la musique!

Ouvert à tous publics et résolument tourné vers l'avenir, ce dixième festival implique davantage les scolaires et les adolescents, grâce aux actions artistiques et culturelles menées en partenariat avec la bibliothèque, des associations et les écoles du bassin de vie d'Ustaritz...

Hartzaro festibalaren 10en urteburua. Bai Uztaritzeko, bai Euskal Herriko bizi kulturaltan osoki sartua.

Hartzaro bere nortasunari lotua, ihauteri eta karrikako soinu, bere oinarrien gainean eraikia, ohidura eta sorkuntza.

Hartzaro deneri idekia, etorkizunari begiak itzuliak, aurtan bereziki ikastetxeetako haur eta gazteer buruz.

Hartzaro, ohidura eta gaurkotasuna parekatuak, "Betiko Gaita" Oldarra taldea, "Hartzu Iguzki" sorkuntza, dantza eta soinuaren plazerra, 200 dantzari, antzerkilari, soinulari!

UZTARITZE

2006 OTSAILAREN 24etik 28arte ■ DU 24 AU 28 FEVRIER



Qu'il est dur d'avancer à

Elle est sur toutes les lèvres mais en termes forts différents selon les acteurs: une trêve d'ETA assortie d'une négociation politique avance à pas comptés. Mais soucieux de définir les règles du jeu à son avantage, le PSOE s'arroge un droit de veto qui condamne la négociation à l'échec. La semaine qui vient de s'écouler prolonge le climat délétère de pré-négociation sur fond de poursuite d'attentats d'ETA, vraisemblablement en appui de sa collecte révolutionnaire. En réponse à l'appareil judiciaire répressif espagnol, qui entend reprendre à Madrid le fameux procès 18/98, la grande foule de la famille abertzale, pour une fois unie, proteste dans les rues de Bilbao.

DANS le fond, les Espagnols se satisfont fort bien de la situation actuelle: le statu quo institutionnel et politique et une lutte armée sans mort d'homme. Mais ils savent que cela ne durera pas éternellement. Les socialistes aujourd'hui au pouvoir ont l'intelligence d'opter plutôt pour la négociation. Personne n'ignore au Pays basque que le silence des armes basques n'est possible qu'au prix de deux ouvertures de la part de l'Espagne: la possibilité d'une réunification institutionnelle entre la Navarre et la Communauté autonome et la reconnaissance du «*pouvoir de décision*» des Basques sur leur avenir, en d'autres termes le droit de pouvoir voter en tant que peuple, en tant que nation. Le Plan Ibarretxe en évoquant le projet de «*libre association*» avec l'Espagne ouvre la voie. Pas très loin de ce qu'évoquait il y a vingt ans, Antxon Etxebestea, le négociateur d'ETA à Alger: il demandait pour les Basques le droit de disposer des mêmes pouvoirs que ceux des Suisses dans les cantons de la Confédération helvétique. Finalement pas de quoi fouetter un chat, on est bien loin de cette «*Albanie de l'Europe*» que ses adversaires l'accusaient de vouloir imposer par le fer et par le feu. Mais un projet aussi banal touche aux symboles d'un «*petit peuple sûr de lui et dominateur*», le peuple espagnol. Après trente ans de sang, de fureur et de larmes, nous en sommes toujours aux préliminaires, à qui va abattre la première carte, les partenaires discutent sur les règles du jeu de la négociation, les garanties et les préalables. Deux éléments nouveaux sont apparus cette semaine: une déclaration de la section basque du PSOE et une forte mobilisation de plusieurs secteurs de la société civile et politique pour pousser les acteurs à la table de négociation.



Le principe majoritaire

Patxi Lopez, secrétaire général du PSOE a rappelé le 14 février les positions de son parti: il reconnaît le principe du «*pouvoir de décision*» des Basques, ce qui constitue une avancée considérable. Mais patratras, il précise aussitôt que lorsque ce pouvoir s'exercera, la majorité qui se dégagera du scrutin devra regrouper les grandes sensibilités politiques du pays. Elles devront être à la fois «*nationalistes et non nationalistes*» (1). «*Le principe de la majorité absolue sert pour les questions de légalité ordinaire, mais il ne s'applique pas pour approuver des éléments d'une importance telle que celles qui doivent régir le vivre ensemble politique entre Basques*». Curieux, ces grands démocrates de gauche qui, sans le moindre état d'âme, vident de son contenu le principe démocratique de la majorité pour maintenir le statu quo. On se croirait revenu au temps du suffrage censitaire. En mettant la barre à ce niveau, le choix du régime républicain qui a été voté en France à une voix de majorité, n'aurait jamais été adopté et la République serait une monarchie! On l'a vu récemment en Nouvelle-Calédonie, le colonisateur n'hésite pas à imposer des règles de scrutin, en l'espèce la définition du corps électoral, qui assurent un avantage définitif sur le peuple colonisé.

Patxi Lopez ajoute: «*Des mécanismes seront mis en œuvre pour mettre en adéquation et rendre compatible ce qu'a convenu la table de négociation avec la législation de l'Etat en garantissant la stabilité et le principe de la légalité*». Finalement, il fait de l'instance de négociation politique un simple organisme à caractère consultatif, soumis après celui de la super majorité à un deuxième veto, celui de l'Etat espagnol.

Voilà comment les socialistes avancent à reculons. Ils ne pouvaient pas mieux définir les Basques comme un sous-peuple et rendre la négociation inopérante en la condamnant à s'enliser dans des discussions inutiles et sans fin. En réalité, le PSOE veut obtenir une trêve, «*la paix*», avec pour résultat ou «*prix politique*» des changements institutionnels minimes, très en deça du Plan Ibarretxe qui a déjà obtenu la majorité absolue dans la communauté autonome. Les socialistes font aux Basques le vieux coup politique de la commission chargée non pas de résoudre un problème mais de l'enterrer, en se disant comme Henri Queuille (2): «*Il n'est pas de problème dont une absence de solution ne finisse par venir à bout*».

Manifeste des femmes

On comprend dès lors que ETA réfléchisse et hésite avant de jouer la carte d'un cessez-le-feu pour lancer des discussions... qui n'aboutiront à rien. Certes une trêve peut ne pas être définitive, de la durée déterminée à la destruction de l'arsenal, toutes les étapes sont déclinables. Mais cette carte, lorsqu'elle est abattue une première fois, doit correspondre au lancement d'une dynamique qui pour l'instant fait cruellement défaut. En attendant, ETA poursuit ses attentats avec seulement des dégâts matériels, ils sont liés au versement de l'impôt révolutionnaire. L'organisation armée basque sait fort bien que si demain s'ouvre une longue trêve, le versement de cet impôt par les milieux économiques va fortement baisser! Donc, il vaut mieux faire monter la pression avant.

Deux déclarations sont venues contredire ce scepticisme. Il s'agit du manifeste



Joseba Egibar, au nom du PNV, interpelle Zapatero



Le mouvement Démo ("Démocratie pour le Pays Basque"), par Peio Jorajuria

LUTTER CONTRE LES DÉNIS DE DÉMOCRATIE

Pour ceux qui n'ont pas suivi l'aventure des démos jusqu'à présent, un peu d'histoire ne fera pas de mal. Le mouvement démo (abréviation de "Demokrazia Euskal Herriarentzat - Démocratie pour le Pays Basque") a été créé en 2000 avec un objectif : Lutter contre les dénis de démocratie en Pays Basque par la désobéissance civile et la non-violence active. Le mouvement avait alors choisi trois revendications : l'officialisation de la langue basque, la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque nord et l'arrêt de la politique de dispersion des prisonniers politiques basques. Concernant la situation des prisonniers, le mouvement essaie de maintenir une fréquence d'action assez régulière, avec au moins une action à Noël, soit avec le collectif Zuzen, soit seul. Concernant la reconnaissance institutionnelle, les démos ont longtemps porté la revendication de la création d'un département Pays basque, mais ces actions avaient essentiellement pour but d'accompagner un mouvement social. Tout comme la société civile, les démos sont donc dans l'attente d'un redémarrage de la campagne et

suivent de près les initiatives concernant l'organisation d'un référendum sur la question. Ces deux thèmes mériteraient d'être beaucoup mieux traités qu'ils ne le sont actuellement au sein des démos. Cela fait parti des discussions en cours au sein du mouvement.

USAGE DE LA LANGUE BASQUE DANS LES SERVICES PUBLICS

Si deux revendications sur trois sont quelques peu mis de côté, c'est essentiellement parce que la question de la langue basque a pris une grande importance. Au départ, il s'agissait de faire appliquer le vote du conseil des élus de 1997, proposant de développer l'usage de la langue basque dans les services publics. Après quelques actions ponctuelles, il avait été décidé de cibler un service public en particulier et de s'y consacrer jusqu'à la victoire de l'euskara. Stratégiquement, il avait été décidé de commencer par le pire : la SNCF. Pourquoi est-ce le pire ? Parce qu'elle est le service le plus centraliste et le plus jacobin (son but est de ramener tout le monde à Paris), parce qu'elle est l'un de ceux qui négligent le plus leur rôle de service public (la rentabilité économique est pour elle prépondérante), et parce qu'elle est

l'un des services publics sur lesquels les pouvoirs publics locaux ont le moins d'influence. La théorie de départ voulait que lorsque nous aurions réussi à faire plier la SNCF, les autres services suivraient facilement. Après quelques années de lutte, il s'avère que nous sommes plutôt sur une logique inverse : les actions des démos dans les gares et l'attitude répressive de la SNCF ont contribué à faire comprendre aux autres services publics la nécessité de prendre des mesures en faveur de la langue basque, et il semble que la compagnie ferroviaire serait la dernière à accepter cela. La Poste illustre parfaitement cette logique : après des années de refus, une seule action au printemps 2005 a suffi pour que le nouveau directeur prenne l'initiative de créer des commissions de travail avec les démos, l'office public et les employés pour réfléchir sur les mesures envisageables pour offrir un service en langue basque. Tant mieux pour l'euskara, tant pis pour les démos qui doivent donc continuer leur lutte.

RECONNAISSANCE DE LA LÉGITIMITÉ

Après cinq ans passés à agir dans les gares, quelques victoires ont tout de même été comptabilisées : la reconnaissance de la légitimité est

→ revendication par le Conseil Régional et la prise de premières mesures dans les gares qu'il gère (toponymie des gares et des plaquettes horaires bilingues), un soutien populaire très important, et surtout la création de l'office public Euskara et sa politique linguistique en faveur du développement de la langue basque dans la vie sociale. Désormais les élus locaux ne se contentent plus d'un vote "symbolique" comme en 1997, mais agissent de manière concrète. Plus important que les élus locaux, c'est aussi l'Etat français lui-même qui porte désormais, au travers du GIP, les revendications des démos. N'oublions pas les déclarations du préfet en décembre dernier : "Il serait inadmissible qu'un service public tel que la SNCF reste en dehors de la politique linguistique prônée par l'office public." Ce changement de politique - auquel les démos ont fortement contribué - porte ses fruits, et nous devrions bientôt voir quelques mesures symboliques (sûrement autour de la toponymie) apparaître à la gare de Bayonne.

"Ezin onartuzkoa litzateke, SNCF-a bezalako zerbitzu publiko bat Euskararen Erakunde Publikoaren hizkuntza politikatik at egoitea!" (Prefeta)

CUEILLIR TOUS LES FRUITS

Actuellement, la phase 1 de la lutte des démos est donc terminée. Il s'agissait de faire reconnaître la légitimité de la présence de l'euskara. Nous avons passé cinq ans à secouer le baobab qu'est la SNCF. Nous avons réussi à nous faire aider par la population (plus de 700 personnes ont participé à des actions démos en 2005) et par les pouvoirs publics : le conseil régional, les élus locaux, et même l'état. Les premiers fruits vont tomber. Reste maintenant la phase 2, cueillir tous les fruits de l'arbre, à savoir :

- ★ La mise en place d'une signalétique bilingue basque-français dans toutes les gares du Pays Basque,
- ★ L'émission en bilingue des messages haut-parleurs de ces gares,
- ★ La mise en route d'un plan de développement de l'usage oral de la langue basque dans leurs guichets,
- ★ La mise en place de guichets

automatiques bilingues,
★ Le développement du bilinguisme dans les plaquettes horaires des trains régionaux.



A l'aube de ce changement de phase, tout est à recommencer. Fidèle à notre éthique, nous ne pouvons nous permettre d'entrer dans la confrontation sans avoir épuisé toutes les sources possibles de dialogue. C'est pourquoi les démos n'ont pas fait la une de la presse ces derniers mois.

DEUX PISTES EXPLORÉES

Malheureusement, il semblerait que la SNCF refuse d'aller plus loin que le symbolique si elle n'y est pas contrainte. Comment arriver à cela ? Deux pistes sont explorées en ce moment : d'une part renforcer le mouvement social autour de cette revendication pour pousser les pouvoirs publics à aller encore plus loin qu'ils ne le font actuellement, et d'autres part rendre les actions directes des démos "inocultables" pour la SNCF. Ces deux pistes entraînent le passage à un nouveau palier en termes de fréquence des actions, de nombre de participants et de durcissement du rapport de force.

Le point fort des démos a toujours été le soutien populaire. Dans le bras de fer qui s'annonce, la question-clé résidera dans la capacité du mouvement à convertir une partie de ce soutien en implication directe. Une réflexion est en cours sur un nouveau mode d'organisation qui devrait faciliter la participation de chacun en offrant de nouveaux espaces de contribution dans lesquels chacun pourrait apporter ce qu'il est prêt à donner, que ce soit du temps pour préparer du matériel, de la réflexion, des idées, une participation à des actions symboliques ou à des actions illégales et risquées. Si le dialogue n'aboutit pas, la deuxième phase de la lutte nécessitera que les démos sachent optimiser toutes les ressources dont ils disposent ou dont ils pourraient disposer.



Klixka

Milesker antikomunistei!

Duela bizpahiru aste, filma bat ikusi dut zinemari: "J'ai vu tuer Ben Barka".

Ben Barkak, Marokoko independentziaren alde borrokatu ondoan, Hassan II erregearen kontrako ezkerreko oposizioaren buruzagi nagusia bihurtu eta bere herritik alde egin behar izan zuen. Deskolonizazio mugimenduan, lehen mailako pertsonaia zen. Haren deskripzioa egitean, hori zioen kazetari batek : "Heren munduko mugimendu iraultzaileak ezkerrekat bultzatu dutenetakoa da. Indigenen eta kolonializatzaileen arteko gatazka erligio borroka batetarat mugatu nahi zutenenei ez diete utzi hori lortzen. Borroka horren izaera soziala agerian utzi dute, langileen eta nagusien arteko mundu mailako borrokarenean kokatuz."

1965ean, frantses polizia batzuek Paris erdian bahitu zuten, egun argiz, eta CIAk kontseilatzen zituen zerbitzu sekretu marokiarren eskuetan utzi. Ben Barka ez da geroztik sekulan berriz agertu, ezta bere gorputza ere.

Ez zen lehen aldia bururatzen zitzaidala hainbat hamarkadatan lehenengo eta gaurko kolonializatzaileen kontrako borroka ezkerreko erakunde batzuek eraman izan dituztela. Haien helburuak ene egiten ditut, barrikadaren alde berean bezala senditzen naiz, nolazpait erraiteko.

Gaurregun, zapalkuntza ez da ttipitu. Betikoek segitzen dute mundu osoa haien interesetan mantzen, injustizia ikaragarria irauraraziz.

Bainan zapalduen lehen lerroetan, ez dira gehiago ezkerreko mugimenduak hainbeste ageri. Herri anitzetan, islamistek hartu diete lekukoa. Injustiziak berdin segitzen du, eta arrazoin dute borrokatzea. Bainan beldur emaiten didate eta haien helburuak ez ditut gehiago ene egiten. Yankiak eta sionistak etsai gisa kontsideratzen ditut, bainan islamistak ez ditut lagunak.

Nola iritsi gira horretarat? Adibide batzuk adierazgarriak iduritzen zauzkit.

Iraken, 1958an, Kassem izeneko ezkerreko general batek (eta bai!) hango erregea bota zuen, eta errepublika ezarri. Haren lehen ekintzetako bat petrolio enpresak nazionalizatzea izan zen. CIAk ezin zuen hori onartu, eta Baas alderdia armatu eta lagundu zuen estatu kolpea emaitako. 1963an lortu zuten, eta milaka ezkertiar garbitu. Gero ikusi da zer egin duten, Sadam Husseinen gidaritzapean! Azkenean Yankiek Irak inbaditu arte...

Palestina ere, OLP eta Fatah-ren kontra 30 urtez borrokatu ondoan, palestinarren oinarritzko eskubideak zapalduz, hor dute orain erresistentzia berria!

Bainan antikomunistak pozik ditzake : bandera gorriak jainkoari utzi dako lekua.

Kalakari



Tribune Libre
Iritzia

Nous, consom-addicts : soldats du libéralisme

par Loretxu Bergouignan

“C'est aujourd'hui, au paroxysme de l'individualisme, qu'un fonctionnement commun efface toute unicité.”

Le monde actuel a un fonctionnement type dans la plupart des domaines. Tout ne devient qu'"un". Cet "un" loin d'être unique se veut universel. Tout ne devient qu'homogénéité. Si les pouvoirs communistes furent jadis dénoncés pour le fait de ne pas considérer l'homme dans son individualité, dans son unicité, avec une crainte que cet idéal de mise en commun n'avale l'individu ; c'est aujourd'hui, au paroxysme de l'individualisme, qu'un fonctionnement commun efface toute unicité, et étouffe toute divergence de la voie commune, permettant ainsi un règne suprême de l'homogénéité.

VOIE UNIQUE COMMUNE

L'individu finit par disparaître en tant qu'être unique pour apparaître comme élément alimentant la voie unique commune source de l'homogénéisation universelle. Cet individu n'existe que par ses actions les plus élémentaires de la vie de tous les jours qui l'amènent à alimenter cet unique système commun.

D'autre part, le temps, entré dans la tourmente du système, est sacralisé... toute perte de temps est associée à une perte de moyens de consommation. Toutes actions et sensations doivent alors avoir des répercussions immédiates pour être satisfaisantes. En accord avec cet esprit, la consommation prône un plaisir immédiat.

“Ez da mirakuluzko armarik dena eta denen homogeneizatze prozesuaren aldatzeko.

Hala ere badira, prozesua elikatzen ez duten jokaera batzu, jendartearen eta naturaren aniztasuna errespetatzen dutenak!”

SYSTÈME HOMOGENÉISATEUR

Eduqué dans cette consommation procuratrice de plaisir, toute action a pour but de retrouver ce plaisir immédiat, retrouver le bonheur obtenu à la première fois. Seulement, on constate que la consommation du moment est insuffisante, on doit consommer davantage pour obtenir le même plaisir.

Ce conditionnement à la consommation a fait de nous des soldats de ce système homogénéisateur.

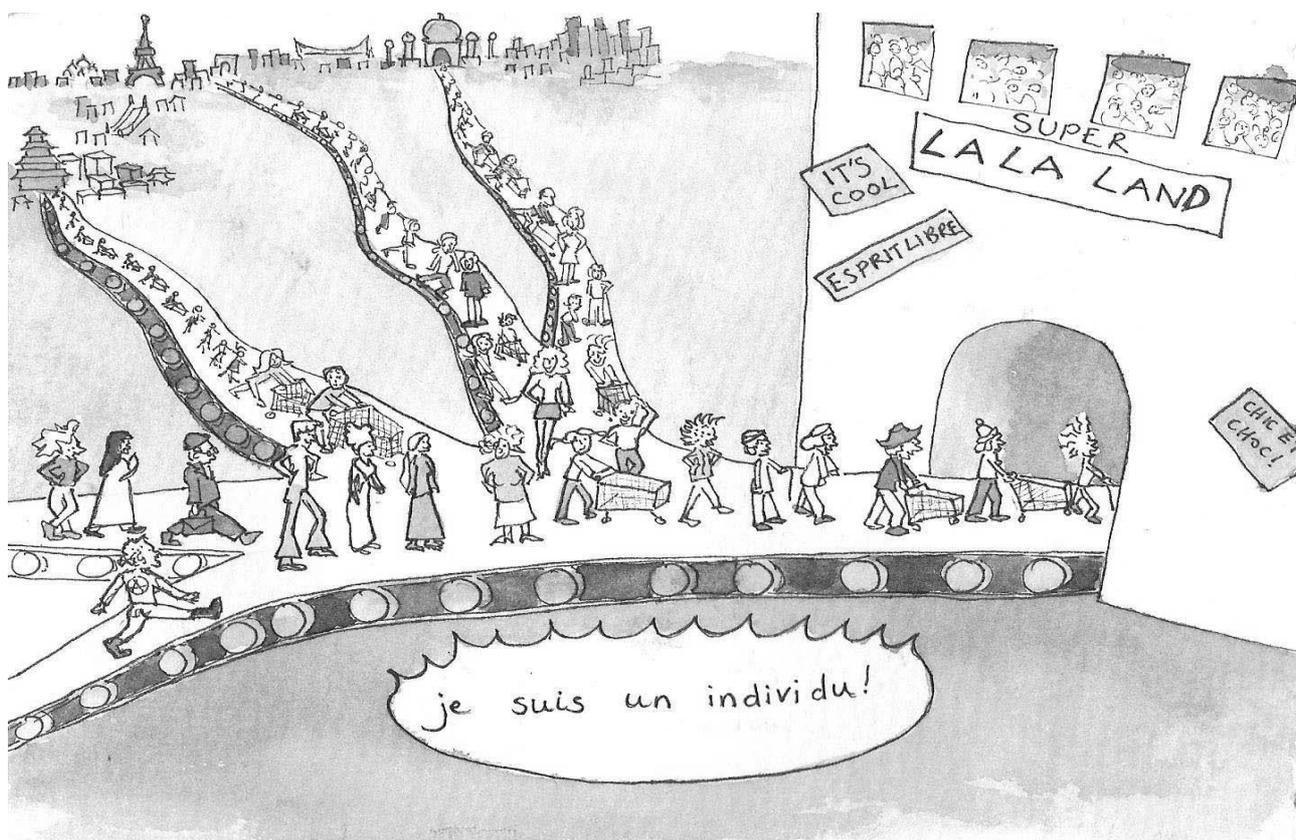
Afin d'entretenir ce conditionnement, les concepts sont délibérément confondus en associant tout concept positif au système de consommation. Par exemple, le libre marché est confondu avec les concepts de démocratie et/ou de liberté. Les pays dits "démocratiques" sont les pays où les citoyens ont accès à la consommation massive (et sont sujet à ce conditionnement).

CONSUMMACTEUR

Notre consommation est l'arme suprême des chefs d'orchestre du libre marché.

Il n'existe pas d'arme miracle pour changer ce fonctionnement d'homogénéisation de tout et de tous, seulement il existe des pratiques qui permettent, en respectant l'hétérogénéité du monde et de la nature, de ne pas alimenter ce système. Le consommacteur incarne alors le rôle d'un insoumis qui tend à désertter l'armée de l'homogénéisation.

“Afin d'entretenir ce conditionnement, les concepts sont délibérément confondus en associant tout concept positif au système de consommation.”





Asteko Fitxa

Alda!

www.radiokultura.com

L'association Errobi Promotions présente le nouveau projet de communication radio sur internet et bilingue :

WWW.RADIOKULTURA.COM

Un outil interactif pour améliorer la connaissance du Pays Basque, de son histoire, son patrimoine, sa culture, sa langue et sa vie sociale.

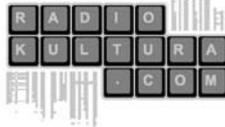
RADIOKULTURA, 4 HITZEEZ...

★ **Euskal eta frantses hizkuntzen munduen arteko loturak sortzea ezinbestekoa da.** Oraindik gaintu ez dugun banaketa bat ageri da bi unibertsoen artean eta frantses ingurumenak gutti daki euskal kulturari buruz. Bi mundu hauek lotuko lituzken gune mixtoak sortu behar dira.

★ **Gazteak interesatzen dituen alorrak indartu behar dira** Gazteria da gure geroa eta ipar Euskal Herriko hizkuntza normalkuntza hortarik pasatzen da. Garrantzitsua da etorkizuneko euskara modernoaren irudia ematen duten proiektu erakargarriak sortzea.

★ **Proiektuek Euskal Herri barnekaldetik ere etorri behar dute** Euskara eta euskal kulturari dagozkion proiektu erakargarri eta modernoak barnekaldetik etorri behar dira. Radiokulturaren egoitza Hazparnen kokatua da.

★ **NTICetan sartzea euskararentzat estrategia da** Gazteek ez dutela irakurtzeko ohiturarik kondutan harturik, irratia oinarritzko elementua da prozesu hontan. Internet bidez irratia entzuten duten pertsonen kopurua emendatuz doa egunez egun.



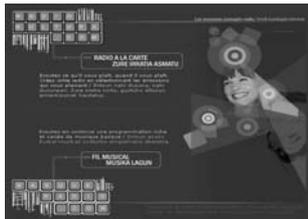
NOLA IBILTZEN DA ?

Irrati proiektuak bi publiko hunkitu nahi ditu:

- a) Musika entzun nahi duen pertsona (MUSIKA LAGUN)
- b) Erreportai edo emankizun tematiko batzu xekatzen dituen pertsona (ZURE IRRATIA ASMATU)

MUSIKA LAGUN: Euskarazko musika (estilo guziak barne) duen programazioa da. Euskal musika eta kantuen aberastasuna deskubriaraztea du helburutzat. Entzuleak, azken 20 kantuen xehetasunak ikusten ahal ditu pantailan.

ZURE IRRATIA ASMATU: Hontan, entzuleak interesgarrien iduritzen zaizkion emankizunak entzuten ahal ditu. Gai desberdinetako erreportaiak, hilabetero arraberritzen dira eta frantsesez edo euskaraz proposatuak dira.



AZKEN HITZA

Radiokultura martxan ezartzeko, inbestizamendu gastu haundiak izan dira : 63 000 €. Europako LEADER+ programak %60eko laguntza ekarri du.

Aldiz, funtzionamenduko gastuak estaltzeko egoera keskagarria da, partaide desberdineri proiektua aurkeztu ondoren, baieztatu erantzunik gabe segitzen bait du elkarteak.



Hala ere, proiektuarekin segitzea erabaki da. Hortarako, lagundutako lanpostuak sortu dira, epe mugatueta direla jakinez. Elkartearen etorkizuna segurtatzen ez duen egoera da hau.

Komunikabide proiektu hunen segurtatzeko, podere publikoaren berehalako laguntza baitezpadakoa da.



L'agenda de la Fondation Manu Robles-Arangiz

Sessions de formation au local de la Fondation : 20, rue des Cordeliers, dans le Petit Bayonne

☞ Lundi 27 février à 19H00 à 21h00 :

Cycle de formation théorique : **Les identités politiques.** L'appropriation d'un système de valeurs se fait par identification (et opposition) en fonction de la place occupée par chacun dans des rapports sociaux pré-existants. La position sociale, objective, est un facteur déterminant de l'identification politique, subjective. Comment l'opposition salariat-patronat engendre-t-elle l'opposition gauche-droite ? Comment les identités politiques se construisent-elles au travers des grands événements politiques avec **Pierre Ruscassie**.

☞ Samedi 18 mars (10H00 - 20H00) & Dimanche 19 mars (10H00 - 18H00) : **Week-end de formation à l'économie.**

Au programme :

- ◆ Evolution du capitalisme.
- ◆ Formes actuelles du capitalisme (industriel, financier...).
- ◆ Capitalisme et mondialisation.
- ◆ Quel type de développement, de croissance, les alternatives au productivisme
- ◆ Plein emploi, augmentation du pouvoir d'achat et relance par la demande face aux problèmes posés par la croissance actuelle.
- ◆ Et si le tiers-monde adoptait notre mode de vie ?
- ◆ La réduction du temps de travail : sa logique profonde, en quoi est-elle une nécessité historique et politique.
- ◆ Décroissance ou un autre type de croissance ?
- ◆ Les alternatives possibles.

Avec **Jean-Marie Harribey** :

Maître de Conférences en sciences économiques à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Centre d'Economie du Développement.

Docteur habilité à diriger des recherches en sciences économiques.

Membre du conseil scientifique d'ATTAC.

Nombre de places très limité, inscription indispensable, s'inscrire le plus tôt possible.

Alda!

Manu Robles-Arangiz
Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 – Baiona

Tel. + fax : +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrfundazioa.org

www.mrfundazioa.org

Zuzendaria: **Fernando Iraeta**

Ipar Euskal Herriko arduraduna:

Txetx Etchevery

Alda!-ren koordinatzailea:

Xabier Harlouchet



à reculons

pour la paix signé par plusieurs femmes dirigeantes socialistes, PNV, EB, EA, EHAK, Batasuna et qui sera rendu public le 8 mars, journée internationale de la femme. On n'en connaît pour l'instant que le projet, il insiste sur le souci de pluralisme et de démocratie qui doit garantir la démarche en faveur de la paix et de la résolution des conflits historiques. Mais c'est le large spectre politique couvert par ses signataires qui constitue une nouveauté.

José Luis Rodríguez Zapatero entame le 20 février une consultation de chacun des partis politiques pour les informer sur la situation en Pays Basque et répond par avance aux attaques du PP, en disant qu'ETA n'a pas tué depuis qu'il est arrivé au pouvoir. Le parti d'Aznar ne cesse de déverser tout son fiel contre le chef de gouvernement, l'absence de Zapatero au congrès international des victimes du terrorisme qui vient de se tenir à Valence étant «un message adressé à ETA». L'UPN-PP Miguel Sanz, président de l'exécutif navarrais, n'a de cesse lui aussi de rejeter toute négociation: il craint qu'elle porte sur le statut de sa province lorsque seront abordées les questions de territorialité.

Une déclaration commune est en cours d'élaboration entre les syndicats LAB, CCOO et UGT pour soutenir la démarche de négociation et définir un nouveau cadre politico-juridique. Là encore, la grande nouveauté vient du fait que l'un des signataires est proche de Batasuna, le second des communistes et le

vaille à une «solution dialoguée de la situation de conflit et de violence de notre pays» et d'être «un agent actif de la réconciliation qui nous permette de poser les bases d'une paix sans vainqueur ni vaincu». Le texte voté par le PNV et Ezker Batua (EA s'est abstenu et les députés d'EHAK étaient tous absents) a été adopté grâce à l'abstention des députés socialistes, là aussi une petite nouveauté révélatrice d'un changement de climat politique.

Ce vote répondait à une motion proposée par le PP qui réclamait «la défaite inconditionnelle de la bande terroriste ETA». Durant le débat, l'intervention de Joseba Egibar, porte-parole du PNV au parlement a retenu l'attention de l'hémicycle lorsqu'à la tribune, il a rappelé une anecdote. Un jour, José Maria Aznar lui demanda ce qu'était ETA. Joseba Egibar lui répondit: «Une organisation politique qui utilise les techniques modernes de lutte des minorités contre les majorités, ce sont les techniques terroristes».

L'heure est encore aux rapprochements lorsqu'on voit le PNV se joindre officiellement à une manifestation le 18 février pour protester contre le procès fleuve 18/98 auxquels sont soumis depuis des mois des dizaines de membres de Batasuna à l'Audiencia Nacional.

Un communiqué d'ETA rendu public le 19 février est venu clore une semaine de folles rumeurs médiatiques qui s'était ouverte sur la déclaration de Zapatero annonçant que sa «feuille de route»



Patxi Lopez, secrétaire général du PSOE-Euskadi indique les limites de la négociation

troisième du PSOE. On prête aux milieux patronaux basques une démarche du même type, ainsi qu'à Monseigneur Ricardo Blasquez, président de la Conférence épiscopale, instance pourtant réputée aux mains du PP.

Ni vainqueur ni vaincu

Le 17 février, à l'initiative d'Aralar, le parlement autonome a voté une motion qui demande à l'exécutif basque de tra-

vailler à une «solution dialoguée de la situation de conflit et de violence de notre pays» et d'être «un agent actif de la réconciliation qui nous permette de poser les bases d'une paix sans vainqueur ni vaincu».

(1) Le lecteur appréciera la terminologie socialiste: les «nationalistes» désignent les Basques et les «non nationalistes» ne peuvent être que les Espagnols...

(2) Politicien français (1884-1970), ministre radical-socialiste sous la III^{ème} République puis président du Conseil en 1949.

Poursuite des attentats



Attentat d'ETA, mercredi 15 février contre la «venta» de Dantxarinea

La déflagration a causé de gros dégâts et a été entendue jusqu'à Ainhoa. Une fourgonnette volée en Aveyron et contenant environ 40 kilos de chloratite a explosé sur le parking arrière d'un complexe commercial de Dantxaria. La discothèque «La Nuba» a été détruite, les commerces ont été soufflés. Le Landibar Center était une propriété de la famille Martikorena, dont le père vient de décéder le 2 février. Il fait partie de l'important ensemble de ventas réparties entre Ibardin et Arnegi. Les clients sont en majorité des citoyens français, ainsi que les employés. On s'attend au chômage technique de plusieurs dizaines de

personnes. Dans la nuit du 16 février, une autre bombe a explosé en Biskaye, face à une entreprise de construction de la zone de Trapaga, dans la banlieue de Bilbao. Les dégâts sont importants. Là aussi, un correspondant anonyme avait prévenu par téléphone de l'imminence de l'attentat.

Le 18 février, ETA publiait un communiqué revendiquant une série d'actions violentes. Concernant les rumeurs de paix imminente reprises par les médias, l'organisation répétait à son tour qu'il était temps de faire des pas en avant, mais n'annonçait pour sa part aucune trêve.

Pour l'arrêt du procès 18/98

ILS étaient environ 30 à 40.000 personnes à protester dans la rue de Bilbao samedi 18 février contre le procès 18/98, fait à 59 abertzale, actuellement en panne pour irrégularités et non transmission des pièces à la défense. Au coude à coude, c'était partiquement

l'union sacré du camp basque avec la présence de l'ancien leader PNV, Xavier Arzallus, Eguibar, Otegi, des représentants d'EA, AB, Aralar et des syndicats ELB, LAB et ELA. Le meeting de clôture était animé par les journalistes vedettes de TV, Maialen Iriarte et Julia Ibara.



Bilbao samedi 18 février. Toutes les tendances abertzale sont là



Service public régional



Alain Mosconi invité de LAB lors de son intervention à Bayonne

VENDREDI 17 février, à l'invitation du syndicat basque LAB, le leader du secteur maritime du STC (Syndicat des travailleurs corses) Alain Mosconi a exposé à Bayonne, lors d'une conférence-débat, la sortie de la crise aigue d'octobre dernier provoquée par la privatisation de la SMCM (Transports maritimes Corse-France). Alain Mosconi et son syndicat s'étaient particulièrement singularisés par la prise du paquebot «*Pascal Paoli*» et son arraisonnement en haute mer par les hélicoptères de la gendarmerie. Cette crise sociale qui avait bloquée un mois l'économie de la Corse et de Marseille s'est soldée par la privatisation de la SNCM, même si l'Etat conserve 25% du capital et que les salariés peuvent devenir

actionnaires. Rappelons que le STC a été créé en 1984. Il est aujourd'hui le premier syndicat de l'île aux élections prud'homales.

Alain Mosconi défend le principe du service public, en préférant qu'il soit régional plutôt qu'étatique. Il a soutenu cette option en demandant que la collectivité territoriale corse pilote le transport maritime comme il le fait déjà pour le transport aérien. Il suggère la possibilité d'y associer les institutions voisines et autonomes de Catalogne et de Sardaigne. Cela serait conforme à l'insertion de la Corse dans la dynamique européenne et la ferait moins dépendre de l'Etat français. Il appelle à «*la maîtrise de secteurs stratégiques, dans une île sous-développée, et plus particulièrement du secteur maritime*».

Prisons françaises et langues régionales

LORS de sa visite en France, le Bureau européen des langues moins répandues a saisi le Commissaire aux droits de l'homme Alvaro Gil-Robles dont le rapport accablant sur l'état des prisons en France a été l'un des actes politiques importants de la semaine passée. Elle l'a saisi des discriminations à l'égard des locuteurs de langues régionales en France et du refus persistant de l'Etat français de signer ou ratifier les conventions internationales garantissant les droits linguistiques des différentes communautés nationales minoritaires. Curieusement, il n'a guère été relevé que dès le premier paragraphe, le rapport du Commissaire aux droits de l'homme, commence par souligner

que l'Etat français n'avait toujours pas signé la Convention cadre européenne sur les minorités nationales, ni ratifié la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Estimant cette situation «*regrettable*», le Commissaire aux droits de l'homme n'a pu «*qu'inviter la France à réfléchir à la ratification prochaine de ces instruments*». Sans être entendu, il est vrai. Le Bureau européen des langues moins répandues demande au gouvernement de mettre fin à ces discriminations inacceptables et dangereuses et de reconnaître officiellement aux locuteurs des langues régionales ou minoritaires la même dignité et donc le même droit à l'existence de leurs langues dans la vie privée comme dans la vie publique.

■ Nos lecteurs se souviennent de l'interview accordée à *Enbata* n°1861 du 13 janvier 2005 par Marcel Paquet, Docteur en philosophie et auteur de nombreux ouvrages sur l'art

contemporain, sur la place des minorités dans l'Europe. Marcel Paquet a repris ses cours de philosophie à la Maison des associations de Biarritz. Renseignements tél: 05 59 74 10 70.

Querelles de famille

CE n'est pas nouveau, mais les querelles intestines au Parti socialiste des Pyrénées-Atlantiques ont ressurgi la semaine dernière à l'occasion de la composition du secrétariat fédéral. Les courants fabiusien, emmanueliste et Nouveau parti socialiste occupent toutes les places de responsabilité d'où ont été exclus les tenants de la motion Hollande pourtant majoritaire en France... et en Iparralde. C'est ainsi que par un communiqué, les conseillers régionaux Sylvianne Alaux et François Maitia, la conseillère générale Monique Larran-Lange, le maire d'Hendaye Kotte Ecenaro, Philippe Casenave, André Labéguerie et Pierre Lalanne ont regretté «*que la synthèse nationale décidée au Congrès du Mans du Parti so-*

cialiste, n'ait pas trouvé sa traduction dans le département des Pyrénées-Atlantiques». Cette protestation se plaque sur la permanente opposition Béarn-Pays Basque car le secrétariat fédéral a de plus supprimé le secrétariat fédéral Pays Basque au profit d'une antenne bayonnaise.

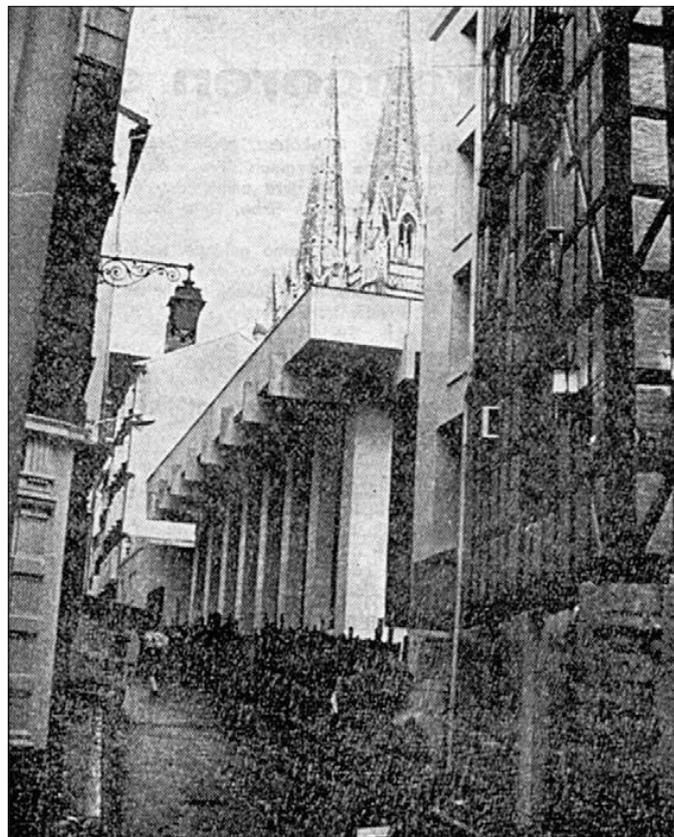
Cette dimension territoriale est cependant niée par l'un des protestataires, le conseiller municipal biarrot André Labéguerie, qui il est vrai affiche souvent des positions anti-basques au sein de son assemblée municipale: «*Nous avons dépassé nos différences sur la question basque. Nous devons travailler nos propositions pour cette partie du département sur la question du logement, des déchets...*». Et de l'euskara?

Nouvelle agression architecturale

IL est abondamment question ces temps-ci du futur aménagement à Bayonne de «*l'îlot de la Monnaie*». Il s'agit de démolir l'immeuble de la Caisse d'Epargne de la rue des Gouverneurs pour le remplacer par un imposant ensemble immobilier. On s'écrit déjà sur l'absence d'esthétisme du projet.

Se souvient-on seulement de la construction en 1975 de la «*Verrue*» que d'aucuns semblent déjà regretter? *Enbata* de l'époque était l'un des

rare à la dénoncer. Son numéro du 20 mars 1975 titré: «*Caisse d'Epargne de Bayonne: où vont nos sous?*», avec une photo en couverture. Et, sur un ton humoristique, l'article intérieur précisait: «*On appréciera, sur notre photo de couverture, le souci évident de la Caisse d'une insertion harmonieuse dans le Vieux Bayonne*» (...) Trente ans plus tard, le citoyen appréciera-t-il le «*souci*» d'une insertion harmonieuse de la nouvelle architecture?



Couverture d'Enbata n°343 du 20 mars 1975.

La construction moderne de la Caisse d'épargne vient de remplacer l'ancien Hôtel des Gouverneurs de la place militaire de Bayonne



Transfrontalier

DANS le quotidien gipuzkoan *Diario Vasco* du 15 février, Didier Borotra, sénateur-maire de Biarritz et également président de l'aéroport de Parme, relançait son invitation au gouvernement basque pour qu'il participe à la gestion de l'aéroport d'Iparalde en y apportant la proposition d'une ligne ferroviaire — toutes les demi-heures — entre Bayonne et Donosti. Alors que la Députation du Gipuzkoa pousse à la reprise partielle de l'allongement de 300 mètres de la piste de l'aéroport de Hondarrabia, la ministre basque des Transports, Nuria Lopez de Gereñu lui a répondu que «la collaboration transfrontalière passe par le renforcement des deux aéroports...» «Nous ne renoncerons jamais à renforcer la compétitivité des installations de l'aéroport du Gipuzkoa». Beau sujet de réflexion pour les travaux de Pays Basque 2020.



Nuria Lopez de Gereñu

La Communauté autonome augmente son budget de politique linguistique

LE Secrétariat de la politique linguistique, qui dépend du ministère de la Culture du gouvernement basque, verra sa dotation budgétaire augmenter de 23,45% et atteindre ainsi les 45 millions d'euros. Si l'on y ajoute les 15 millions accordés à HABE, la fédération publique d'enseignement aux adultes, le budget alloué pour la langue basque dépasse les 60 millions d'euros. Sur ce volet linguistique, les partis membres du gouvernement, PNV, EA et IU/EB, ainsi que le PSOE et Aralar se sont félicités de cette augmentation. Le PP ne l'a pas soutenue estimant qu'il allait trop loin,

de même que EHAK pour des raisons exactement inverses.

En 2006, priorité sera donnée à la promotion de l'euskara dans la vie sociale. Car si la connaissance de la langue basque dans la Communauté autonome a globalement augmenté, il n'en va pas de même pour son utilisation. La ministre de la Culture, Miren Azkarate, a fixé 33 axes de travail dont l'intégration de l'euskara dans le monde du travail, dans les nouvelles technologies, dans l'administration, dans les médias, la présence publique de la langue, la défense des droits linguistiques des bascophones, etc.

Pays Basque 2008 = 280.000 habitants

LE nouveau système de recensement en continue de la population mis en place par l'INSEE laisse déjà apparaître un accroissement spectaculaire de la population de nos trois provinces basques. On procède désormais par recensement partiel par cinquième, des communes, mais il faudra attendre 2008 (le dernier recensement général remonte à 1999) pour connaître très officiellement la population. Le flux de résidents venus de l'extérieur, que l'on constate depuis deux décennies, s'accroît. C'est la côte qui en reçoit le plus, mais certaines cités de la zone intermédiaire voient également leur population s'élargir. Quelques exemples: Lahone passe de 1.885 habitants en 1.999, à 1.973, Urcuit de 1.793 à 1.996, Bardos de 1.271 à 1.421, Mougere de 3.757 à 4.280, Villefranque de 1.768 à 2.039, Basussary de 1.817 à 2.316, Ahetze de

103 à 118, Jaxou de 810 à 906, Bidache de 1.067 à 1.170, Labastide Clarence de 844 à 955...

En revanche la population du Pays Basque intérieur reste quasi stagnante avec quelques légers reculs. Seuls les bourgs progressent tel St Jean Pied de Port de 1.416 à 1.511.

Tout porte à croire qu'Iparalde comptera en 2008 280.000 habitants.

On imagine dès lors ce que cela représentera en termes de pression foncière, de logement, de création d'emploi et d'équipements publics. Il y a belle lurette que l'on ne construit plus pour loger les fils du village mais bien pour accueillir les nouveaux arrivants. Cette poussée démographique est exclusivement nourrie en flux migratoire étant donné que le solde naturel (naissance/décès) est négatif. Voilà une donnée fondamentale à placer au cœur de la réflexion Pays Basque 2020.

■ Arrestations, prisons, tortures.

Le couple arrêté le 13 à Montluçon a été transféré le 15 à Paris pour mise en examen. Gotzon Alkalde (et non Rekalde) et Luis Etxebarria vivaient dans un appartement du chef-lieu de l'Allier, avec leur enfant âgé d'un an. Ce dernier a été pris en charge le lendemain de l'arrestation par des parents venus de Biskaye.

Dans les prisons françaises, on est toujours en présence d'une agitation de la part des preso basques. Pour différentes raisons, vingt d'entre eux sont au mitard. A Draguignan, Marixol Iparagirre, Mikel Albisu *Antxa* et Urtzi Murueta sont en grève de la faim, les deux premiers depuis le 4, Urtai depuis le 11, pour réclamer leur regroupement.

Par ailleurs, des rassemblements ont eu lieu un peu partout le 13 février, dont un à Bayonne, pour le 25^{ème} anniversaire de la mort sous la torture de Joxe Arregi, et pour rappeler que cette pratique n'a pas disparu en Espagne.

■ **Le vent du boulet.** On craignait pour «*Lof*». Le porte-parole d'Askatasuna, Jean-François Lefort, libéré de prison en décembre, était de nouveau convoqué à Paris par la juge Marie-Antoinette Houyvet pour une confrontation. La détention

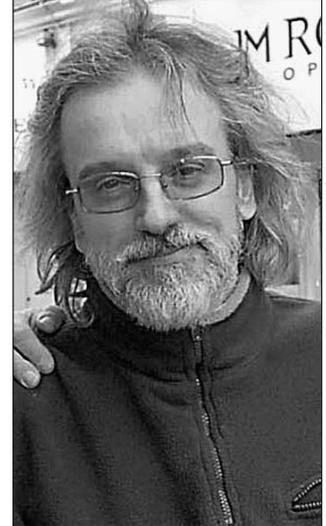


Jean-François Lefort, «Lof»

d'une année de *Lof* était due à l'accusation de Robert Arricau, soutirée en garde à vue, selon laquelle *Lof* lui aurait présenté les présumés leaders d'ETA *Antza* et *Anboto*. Le 15 février, plusieurs dizaines de sympathisants s'étaient réunis devant la mairie de Bayonne pour soutenir *Lof* avant son départ à Paris. La confrontation du 17 a duré plusieurs heures. Robert Arricau n'a pas maintenu ses premières déclara-

tions. Dans la soirée, *Lof* est sorti libre.

■ **Ongi Jin.** Peio Serbielle a reçu un Ongi Etorri festif à son retour en Soule. Une petite foule s'était rassemblée le samedi 11 février à 15 heures sur la place de Mauléon



Peio Serbielle, retrouve la liberté

pour accueillir le chanteur récemment libéré, chants, danses, prises de parole se sont succédés. La presse était au rendez-vous.

■ **Encore des cahots au 18/98.** Le procès 18/98 de la présumée «*trame d'ETA*» à l'encontre de 56 Basques a repris le 13 février devant l'Audiencia nacional siégeant à la Sala du Campo de Madrid. L'accusé appelé à la barre était Xabier Alegria: cet ancien responsable du quotidien *Egin* est poursuivi dans le dossier Orain SA et Ekin. Il risque 51 ans de prison.

Cette première audience, venant après une suspension de 15 jours, a surtout été marquée par des incidents extra-judiciaires. Le prévenu Mikel Egibar, victime de fièvre (40 degrés reconnus par un médecin), a sollicité une dispense. Par ailleurs, l'avocate Arantxa Zulueta était absente pour cause de maladie. Puis le prévenu Iñigo Elkoro a fait savoir qu'il était opéré à Donostia. Pour le Tribunal, la règle est que tous doivent être présents au procès, de bout en bout. Après des heures de délibéré, les magistrats ont décidé de disjoindre le cas Elkoro (fils) et d'attendre la semaine suivante pour le retour d'Egibar.

■ **Extradé temporairement.** Le prisonnier politique basque Urtzi Murueta, qui avait été emmené lundi matin de la prison de Draguignan sans que sa famille ni ses avocats ne soient avertis, a été emmené à Madrid pour une extradition temporaire, et a comparu devant un juge qui a ordonné son incarcération à Soto del Real.



Le Pays Basque indépendant serait-il viable économiquement ?

C'EST une question qui est souvent posée dans les conversations privées. Mais que veut-on dire par «viable»? S'agirait-il de «se suffire»? Cette notion est totalement dépassée, en supposant qu'elle ait jamais fonctionné. Par exemple, nous avons toujours importé les bananes que nous consommons, et nous continuerons certainement de le faire quel que soit notre statut politique. Et le reste à l'avenir.

De plus nous sommes dans l'Union européenne, il n'est pas question de la quitter. Le Pays Basque est une zone de passage intense entre le Nord de l'Europe d'une part, la péninsule ibérique et le Maroc de l'autre. Notre façade maritime est ouverte sur l'Europe du nord-ouest. De ce fait l'Union européenne a besoin de nous pour ses communications, et nous avons besoin d'elle pour nos échanges. C'est ainsi qu'il faut raisonner ici, avec ou sans l'indépendance, comme dans les autres régions et petites nations d'Europe, sans oublier la mondialisation qui, est déjà un fait acquis.

Pour ce qui est de la taille démographique, sur les 25 Etats membres de l'Union européenne, six sont moins peuplés que le Pays Basque: Chypre, l'Estonie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte et la Slovaquie. Cinq autres ne sont pas beaucoup plus peuplés (moins du double de notre population): le

Jean-Louis Davant

Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Lituanie et la Slovaquie. Ensemble ces onze Etats ont une population moyenne inférieure à 3 millions d'habitants par Etat, soit environ la population totale du Pays Basque dans ses trois régions officielles.

L'important est d'avoir une activité suffisante et un équilibre des échanges extérieurs, pour donner du travail et un bon niveau de vie aux habi-



«Par la taille démographique, le Pays Basque est dans la moyenne des 11 Etats les moins peuplés de l'Europe des 25»

tants. Sur ces points le Pays Basque se situe en tête des régions de l'Etat espagnol, avec un niveau comparable à celui des régions européennes les plus développées. C'est un ensemble dynamique, avec une industrie puissante et diversifiée dans les quatre territoires du Sud, deux universités publiques, deux universités privées, une agriculture de qualité, surtout en

Alava, en Navarre et au Pays Basque Nord, un tourisme de renom avec des stations internationalement connues comme Biarritz et Saint Sébastien, un équipement médico-sanitaire de pointe au Labourd, un ensemble bancaire tout à fait remarquable, cinq aéroports...

L'indépendance ne modifierait pas le flux des marchandises et de l'argent, car l'espace économique opérationnel n'est plus celui de l'Etat, mais celui de l'Union européenne, quand ce n'est pas le monde entier. La frontière perd sa fonction de barrière dans les échanges. Cependant un Etat basque serait à même de soutenir ces échanges, comme le font les autres de leur côté. Il pourrait aussi, avec l'avantage de la proximité, animer une programmation économique, avec plus de pouvoirs et de moyens qu'un gouvernement régional. En fait le Pays Basque compte deux gouvernements régionaux qui mènent des politiques différentes, voire opposées. Ils sont même trois si l'on considère comme tel le Conseil d'Aquitaine, bien que son budget soit dix fois plus faible que celui de la Communauté autonome d'Euskadi. Une réelle coordination serait naturellement assurée par le gouvernement d'une République basque groupant les sept territoires historiques. Il paraît que le Pays Basque est trop petit. Pourquoi donc le diviser en trois parties qui se tournent le dos?

Notre couverture : Dégâts matériels provoqués par l'attentat d'ETA, le 15 février, à la discothèque et la vente de Dantxarinea.

Sur votre agenda

Otsaila:

✓ Du 24 au 28 février, USTARITZE. Hartzaro Festibala. Vendredi 24, 18h30, (Salle Latsa) présentation du livre de Thierry Truffaut «Les Carnavals en Pays Basque». 21h: (Eglise Saint-Vincent) Concert de Betiko Gaita. Création des gaiteros d'Ustaritz et l'harmonie La Nèhe de Dax. Direction Jean Garin. 23h: Bar Ttirritta Okabe. Samedi 25, 9h: (Salle Latsa) Animation, (Place Lapurdi) Carnaval. 10h:



Tamborrada de St Sébastien, Txistulari. 11h30: (Fronton bilgune) Mutxikoak.

16h: (Salle Lapurdi) Concert de 40 txistularis. 17h30: (Fronton Hiribehere) Spectacle Donostiako Inauteriak. 21h: (Fronton Kiroleta) Spectacle de danse et musique: Oldarra et 100 danseurs. Dimanche 26, 8h30-11h30: (Quartier Hiribehere) Défilé. 9h: (Salle Latsa) Concours gastronomique. 12h: Rassemblement devant l'église et partie de pelote main nue: Alfaro/Moustirats - Etxekopar/Lambert. 12h30: Défilé au Bourg. 13h: Inauteriko Bazkaria, prix 15 euro. 15h à 17h: Initiation pour enfants à la pelote. 17h30: (Place Latsa) Mutxikoak. 18h30: (Salle Latsa) One Man Show en basque avec Pantzo Irigaray.

✓ Samedi 25, 15h, BAIONA (Elkar Megadenda). Thierry Truffaut, qui vient de publier «Joaldun et Kaskarot, des carnivals en Pays Basque (Elkar)» donnera une conférence.

✓ Samedi 25, BAIONA (Place Lacarre). Le quatrième samedi habituel de Baïonan Kantuz coïncide ce mois de février avec le Carnaval de Bayonne. Qu'à cela ne tienne! La Tuntuna des ikastola de Bayonne fera d'une pierre deux coups. Rendez-vous à la Place Lacarre, pour ensuite s'exprimer pleinement à la galerie des Halles. A samedi!

✓ Dimanche 26, 15h30, BIARRITZE aux «Découvertes» par le Théâtre des Chimères, «Copirécup».

Sommaire

- Qu'il est dur d'avancer à reculons 4 et 9
- Les chroniques d'Aïda! 5 à 8
- Prisons françaises et langues régionales 10

Marrazkilari supitx

☞ (Suite de l'Edito de la page 2)

ttipiogoaren sinestea eskar-niatzeko, hori ere libertatea ote da? Ez omen dira gaiztoak delako marrazkilariak. Alta gauzen hobetzeko baino balentria gehiago sumatzen dugu horien jokoan; zein gehiagoka bat. Libertatea gauza baliosa da baina urrunegi joaten bada, ostiko bat ere eman dakiok, horrela baitira sustatzen, islamista erradikalak eta eskuin muturrekoak... Gure libertate fisikoa mugatua da alde guzietarik, goizetik arrats bertzea errespetatuz ibili behar baitugu, on bazaigu eta ez bazaigu. Libertateaz denak liluratzeko orde hobe genuke gure burua menperatzen ikasi behar dugula errepikatzea. Libertatea gure baita bilatu behar dugula nolabait. Gero, «defulatze-ko», barneko ezinbertzeen jariatzeko, artista handi horiek segurik, ez dute hautu eskasik...

Marrazkilariak lagundu behar gaituzte, jendartearen eta munduaren akatsak salatuz, buruzagiaren bide makurak

gaitzetsiz. Baina ez dugu hasi behar gurutzada berririk, iduri-eta gure zibilizazioa akatsik gabea den! Hola segituz europarrek amerikarren hilek bezainbat desmasia egin dezakete. Gaude, azken batean, libertate horren neurritz baliatzen ez dakigulakotz, ez ote garen, pirka pirka, libertateari mugak tinkatzen ari, legeak eraginez gero eta gehiago... Jandak badira antisemitismoaren kontra, arrazismoaren kontra, «harcellement moral et sexuel» delakoaren kontra, pedofiliaren kontra, erlijio ikur gehiegizkoen kontra eta abar. Azkenean, legeak egin behar-ko ote dira islamaren, kristauren eta abarren gerizatze? Autozentsura aipu da. Baina guk nahiago dugu bakoitzaren errantzukizuna azpimarratu; bakoitzaren sinesteari errespetua zor zaiola oihukatu. Borrokatu bai behar dugu, gogorki gainerat, baina arerioa apaldu gabe. Noiz gelditzen da ordea gure idaien alderako borroka eta hasten bertzearen zapalkuntza? Horren hautematea da lan guzia.